

# le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :  
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10<sup>e</sup>)Fondé en 1895 par  
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris.  
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

## COMMENT PEUT VIVRE un journal qui veut demeurer libre

Comme nous l'avions annoncé la semaine passée, le « Libertaire » est vendu 6 francs à partir du présent numéro.

Nous savons bien que nos lecteurs se rendent compte que si nous appliquons une semblable mesure, c'est qu'elle s'est imposée d'elle-même. Mais nous jugeons utile, malgré cela, de rappeler ici les difficultés matérielles que peut rencontrer un journal qui, comme le nôtre, n'accepte aucune compromission et garde jalousement une liberté qui est sa raison d'être.

Les ressources du « Libertaire » sont de trois ordres : 1° l'abonnement ; 2° la vente au numéro ; 3° la souscription permanente.

Il n'est un secret pour personne qu'un journal qui ne fait pas de publicité et veut paraître régulièrement est forcément une affaire financièrement déficitaire. Bien qu'au « Libertaire », les concours rédactionnels soient bénévoles (la collaboration à notre organe étant considérée par le rédacteur comme une forme de contribution qui s'impose au militant à la propagation de son idéal), chaque numéro coûte inévitablement une somme relativement élevée.

Alors que les frais d'impression viennent d'augmenter sensiblement, le prix du papier a subi une hausse de 40 %. C'est là ce qui explique le changement du prix de vente prenant effet aujourd'hui même. Or, en plus des frais d'impression et de papier, il y a encore tout ce que l'administration générale du

journal nécessite (abonnements, répartition, correspondance, secrétariat, etc.).

La vente et les abonnements ne présentant pas un apport suffisant, c'est la souscription permanente qui permet au « Libertaire » de boucler un budget dont l'équilibre est toujours précaire, bien que notre organe soit de plus en plus lu.

### La publicité commerciale et la vie du « Libertaire »

Des amis nous ont déjà souvent demandé pourquoi le « Libertaire » qui n'accepte aucune subvention inavouable des organismes financiers ou des cartels politiques, ou autres pourraient être les dispensateurs, ne faisait pas de PUBLICITÉ COMMERCIALE payante. Si nous faisons de la publicité financière, nous serions malhonnêtes et nous mentirions au lecteur, ainsi qu'à nous-mêmes tout en combattant la BANQUE. Ou bien, pour ne pas mentir, nous perdriions notre liberté d'expression. Quant à cette liberté morale qui nous est chère, elle n'existerait pas plus dans un cas que dans l'autre.

Si nous touchions des subventions inavouables — parce qu'inavouables — de secteurs politiques quelconques pour mener certaines campagnes contre leurs adversaires du moment, nous mentirions au lecteur ainsi qu'à nous-mêmes lorsque nous attaquerions lesdits secteurs politiques. Ou bien, pour ne pas mentir, nous nous abstenendrions

d'attaquer le secteur qui nous subventionnerait, et alors nous perdriions notre liberté d'expression. Quant à cette liberté morale qui nous est chère, elle n'existerait pas plus dans un cas que dans l'autre.

Si nous touchions secrètement de l'argent d'un Etat pour mener campagne contre un autre Etat, nous nous retrouverions dans la même situation fautive et moralement condamnable.

Nous sommes contre la banque, contre la politique, contre l'Etat. Nous ne pouvons donc accepter aucun compromis avec toutes ces formes d'exploitation de la sueur des hommes.

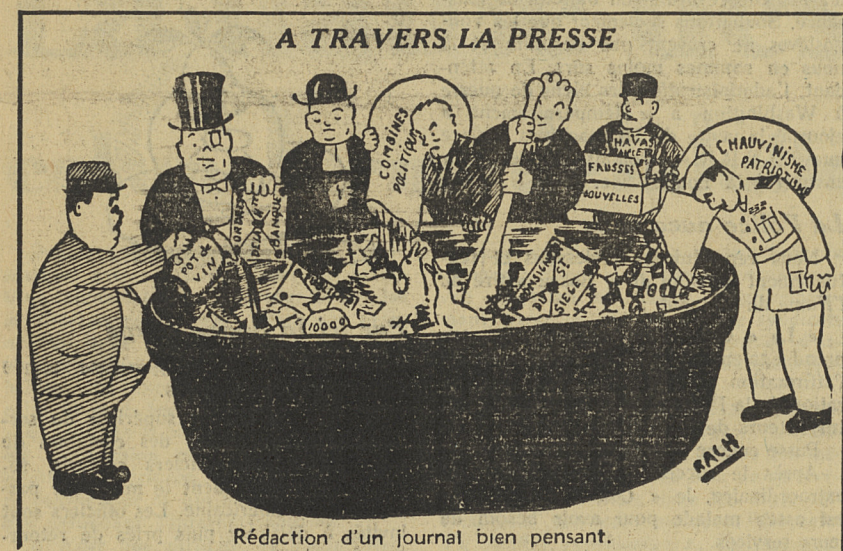
Mais, nous diront des amis bien intentionnés, la publicité strictement commerciale N'ENGAGE PAS la ligne d'un journal. Nous ne pouvons partager cet avis. Et il n'est pas dans notre rôle d'inviter le travailleur, la victime du régime capitaliste, à aller enrichir ceux qui l'exploitent, ceux qui réalisent des bénéfices sur les produits qu'ils lui vendent. Nous, anarchistes, ne cessons de dire (parce que nous en sommes convaincus) aux exploités de toutes catégories que le seul moyen de mettre fin à l'injustice est de supprimer le capitalisme en procédant à la grève générale expropriatrice. Nous ne saurions donc les convier à enrichir les bénéficiaires d'un régime que leur action virile doit détruire.

Et puis, ne voit-on pas l'illogisme d'un journal qui, en première page, conseillait aux travailleurs de se dresser contre leurs employeurs alors qu'en quatrième page, il leur inviterait, par une publicité appropriée, à aller leur donner — sous la forme d'achats — leur maigre salaire ?

Par toutes ces considérations, le lecteur se rendra aisément compte que la liberté de la presse — la véritable liberté de la presse — coûte cher à ceux qui veulent, sans réaction, en faire usage. Pour nous, qui que ce soit, nous conservons nous en connaissons le prix, mais quel que soit ce prix, nous continuerons à en user.

Fidèles à notre idéal, auquel nous voulons conserver toute sa pureté, ennemis de tout compromis avec tout ce que ce soit, nous conservons intacte cette précieuse liberté d'expression, qui nous permet de combattre tout ce qui est injuste — sans jamais nous trouver en demeure de ménager personne.

LE LIBERTAIRE.



A TRAVERS LA PRESSE

Rédaction d'un journal bien pensant.

EN  
YUGOSLAVIE

## Quand les frontières atteignent le ciel

On pourrait faire un copieux volume en rassemblant toutes les lignes succédant la semaine dernière par l'incident yougoslave.

Les journalistes s'armèrent de leur porte-plume et, qui de gauche, qui de droite, exprimèrent leur opinion à dessein — leur opinion ou celle de leur parti. — Ceux de droite naturellement prirent parti pour les Américains et vilipendèrent Tito ; quant à ceux de gauche, ils prirent le parti opposé et affirmèrent une fois de plus leur fidélité à la politique de Moscou.

(Amusons-nous à constater au passage que le dictateur soviétique est le seul individu auquel les dirigeants communistes français aient toujours été fidèles : le seul qui n'ait jamais trahi, privilège rare et de ce fait précieux.)

Qui a tort et qui a raison en définitive dans cette histoire déplorable ?

Les Yougoslaves ? Les Américains ? Nous ne saurions prendre parti.

Non pas que cela nous effraie et que nous tenions à ménager la chèvre et le chou ; l'attitude peu combattive de « Combat » n'a rien qui nous séduise à la vérité, mais parce que nous imaginons aisément que, dans le cas contraire, si des avions yougoslaves avaient eu l'idée saugrenue de survoler le territoire des Etats-Unis, ils eussent couru le risque de voir leurs occupants emprisonnés.

Lors, les journaux qui caviardisent au hasard textuellement écrit ce qu'ont écrit les journaux qui mâchent du chewing-gum et inversement.

Bornons-nous à remarquer que « Ce Soir » exagère un tantinet lorsqu'il trouve par exemple que la réponse pacifique envoyée par Tito aux autorités américaines contraste singulièrement avec la brutalité de l'intervention des dites autorités.

Parce que voyez-vous, pour le grand quotidien d'information indépendant, envoyer des coups de canon comme l'a fait Tito à un avion qui survole votre territoire, c'est tout à fait

normal, tout à fait décent, tout à fait pacifique, tant que ce planeur brutallement comme l'ont fait les U.S.A. d'avoir essuyé ces coups de canon, c'est le comble de la folie, de l'indécence et du belicisme.

« L'Humanité », il va sans dire, va bien plus loin et se scandalise que les Américains osent demander des comptes à Belgrade...

Parce que, pour « l'organe central du parti communiste français », le survol des territoires yougoslaves par les avions

### Triste «Epoque»

Nous relevons avec intérêt dans le journal fasciste « l'Epoque » un petit entrefilet dont le titre, à lui seul, serait bien capable de faire palir de jalousie ceux qui employaient naguère, sous l'occupation, les plumeux stipendiés par le régime nazi.

L'on connaissait déjà la haine féroce des fabricants de « l'Epoque » à l'égard de la classe ouvrière, ils ont, depuis le renforcement de leur canard eu maintes occasions de la manifester, l'on n'ignorait pas non plus qu'ils étaient fermement ennemis des revendications prolétariennes, cependant, on n'aurait jamais cru qu'ils fussent capables de s'écarter comme ils l'ont fait dans le numéro du jeudi 29 août. « Les occupations d'usines recommencent... » A notre avis, ce titre contient toute la bile, la mauvaise humeur, la rage et le despotisme des personnes « comme il faut » et bien pensantes pour lesquelles « l'Epoque » est édité... ces personnes, qui voient avec terreur les travailleurs protester contre le joug qu'on leur impose et réclamer bruyamment tous les avantages auxquels ils ont droit en leur qualité d'hommes.

Travailleurs, puisque ce est l'embête que vous occupez leurs usines, il n'y a point de doute, vous êtes sur la bonne voie, continuez.

d'Outre-Atlantique n'est rien d'autre qu'un acte d'espionnage.

Il est, certes, probable que l'Amérique cherche à obtenir des renseignements sur les forces yougoslaves (c'est-à-dire pro-staliniennes) en vue d'une guerre éventuelle contre la Russie soviétique, et, sous ce rapport-là, les dires de « l'Humanité » sont tout à fait exacts, mais, quelque chose de juste, mais, qu'attend le porte-parole du P.C.F. pour convenir que depuis la cessation des hostilités, la politique de son maître ne ressemble pas beaucoup à du pacifisme ?

Voilà où nous en sommes, voilà où mène le nationalisme, le patriotisme, la politique et le sens de la propriété, qui n'est pas le seul fait des capitalistes occidentaux.

On parle, on discute, on écrit, on s'engueule et on envisage déjà une nouvelle guerre. On en arrive à trouver inévitablement la mort du monde encore intacte sous le poids d'une mort, et tout cela, parce que des avions ont survolé un territoire qui ne leur appartenait pas. Nous savons bien que la guerre ne pouvait en découler immédiatement, et que l'événement n'est qu'une des nombreuses démonstrations devant la réalité.

Et, la parole de J.-J. Rousseau nous vient tout seule au bout de la plume.

« Le premier qui ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : « Ceci est à moi », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile... Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point été épargné au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant les fossés, cria à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur, vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne. »

Où, les fruits sont à tous et la terre n'est à personne, c'est-à-dire à tout le monde, et les hommes n'ont été sauvés que le jour où, apercevant cette vérité manifeste, ils se ligèrent contre tout ce qui les opprime.

### LE CHAOS CAPITALISTE

## Ou l'on voit l'abondance engendrer le chômage

Cela semble tenir de la gageure : dans de nombreux pays du monde, au milieu de la demande de produits divers qui ne pourra être satisfaite que dans plusieurs années pour beaucoup d'entre eux, existe une telle quantité de marchandises qu'un chômage inévitable se produit ou est à la veille de se faire jour !

Les Etats-Unis ont trois millions de chômeurs et en prévoyant d'autres millions. Et au fur et à mesure de la démobilité, de nouveaux travailleurs, ayant quitté l'uniforme, en surcroît par suite de circonstances où entrent principalement l'insuffisance du pouvoir d'achat des masses américaines, la pénurie des devises ou d'or des pays clients étrangers et la mécanisation intensive éliminant la main-d'œuvre.

En Europe même, continent cependant en proie à une fringale de produits de toute sorte, le spectre du chômage se profile, menaçant. Qu'il soit créé par les destructions des transports, des usines ou de l'annéantissement des installations des lieux d'extraction de matières premières, ce serait là un phénomène normal, scandaleux néanmoins, au point de vue humanitaire, mais prévisible, naturel, dans ce régime archaïque secoué par une guerre dont la violence et les répercussions sont sans précédent. Mais le chômage européen dont nous sommes menacés provient de la possibilité d'une surabondance de production et n'est donc pas seulement le fait de la guerre, mais bien aussi d'une mauvaise interprétation de nature par l'homme.

C'est le Grand-Duché du Luxembourg qui paie, le premier, son tribut de soucis et d'ennuis à une empirie et moyennement répartition dont les méthodes et moyens n'arrivent pas au niveau des possibilités plus fortes de la production.

Ce pays est exportateur de minerai de fer dont le sol est relativement prodigue. Une « Union Economique » a été réalisée en vertu de cette abondance entre le Luxembourg, la Belgique et la Hollande. Cette union, de date récente, est menacée dans son existence même par le fait que la Belgique, pour le minerai luxembourgeois, se trouve être plus économique que ce dernier. De même la matière française, d'une teneur de 32 % pour le minerai calcaireux et 33 % pour le minerai siliceux, se trouve être plus économique que le minerai belge.

Cette concurrence entraîne donc pour les mines du Duché un désastreux manque à gagner pour les exploitants et, accessoirement, selon leur conception féroce et primordiale, selon nous, un chômage logique et cependant anormal dans cette Europe consummatrice insatiable.

A lui de pallier à cet état de choses. La Chambre luxembourgeoise a demandé à son gouvernement de faire interdire par le gouvernement belge l'entrée sur son territoire du minerai suédois. On reconnaît bien ici la maladresse du régime qui ne peut trouver d'autre solution à une heureuse abondance que le refus de la recevoir. Le patronat des mines aggrave cette situation en demandant, en plus, une mécanisation.

(Suite page 3.)

Contrairement à ce qu'affirment — et non à ce qu'ils pensent, car il n'est pas possible que ces gens-là aient des idées aussi ridiculement enfantines — les pontifes de la C.G.T., la hausse des salaires va inévitablement entraîner une nouvelle hausse : celle du coût de la vie. Le moindre apprenti ne se fait aucune illusion à ce sujet. L'augmentation des traitements des fonctionnaires appelle inévitablement un accroissement des impôts qui se répercutera fatalement sur le prix de vente. La disparition des

Le journal « Le Monde » du 14 août a établi le tableau comparatif des différents postes de fonctionnaires. Notons en passant qu'un gendarme de la paix, à Paris, marié, père de deux enfants, touchant de 153.900 fr. à 190.905 fr., gagne beaucoup plus qu'un garçon de bureau et qu'un employé d'administration, maintenant dépossédé et périé, du salariat, entraîne ces inégalités mémes.

Le journal « Le Monde » du 14 août a établi le tableau comparatif des différents postes de fonctionnaires. Notons en passant qu'un gendarme de la paix, à Paris, marié, père de deux enfants, touchant de 153.900 fr. à 190.905 fr., gagne beaucoup plus qu'un garçon de bureau et qu'un employé d'administration, maintenant dépossédé et périé, du salariat, entraîne ces inégalités mémes.

Le journal « Le Monde » du 14 août a établi le tableau comparatif des différents postes de fonctionnaires. Notons en passant qu'un gendarme de la paix, à Paris, marié, père de deux enfants, touchant de 153.900 fr. à 190.905 fr., gagne beaucoup plus qu'un garçon de bureau et qu'un employé d'administration, maintenant dépossédé et périé, du salariat, entraîne ces inégalités mémes.

Le journal « Le Monde » du 14 août a établi le tableau comparatif des différents postes de fonctionnaires. Notons en passant qu'un gendarme de la paix, à Paris, marié, père de deux enfants, touchant de 153.900 fr. à 190.905 fr., gagne beaucoup plus qu'un garçon de bureau et qu'un employé d'administration, maintenant dépossédé et périé, du salariat, entraîne ces inégalités mémes.

Le journal « Le Monde » du 14 août a établi le tableau comparatif des différents postes de fonctionnaires. Notons en passant qu'un gendarme de la paix, à Paris, marié, père de deux enfants, touchant de 153.900 fr. à 190.905 fr., gagne beaucoup plus qu'un garçon de bureau et qu'un employé d'administration, maintenant dépossédé et périé, du salariat, entraîne ces inégalités mémes.

Le journal « Le Monde » du 14 août a établi le tableau comparatif des différents postes de fonctionnaires. Notons en passant qu'un gendarme de la paix, à Paris, marié, père de deux enfants, touchant de 153.900 fr. à 190.905 fr., gagne beaucoup plus qu'un garçon de bureau et qu'un employé d'administration, maintenant dépossédé et périé, du salariat, entraîne ces inégalités mémes.

### LA SITUATION INTERNATIONALE

## Avers et revers

La conférence des 21, que nous avons quelque peu négligée, nous présente une médaille de la Paix, qui, si elle n'est pas belle du côté face, l'est encore moins du côté pile... celui d'ailleurs qui en montre le moins possible pour l'instant.

Des premiers contacts, doctes diplomates et leurs 150 ou 300 experts ont fait preuve d'un souci des formes juridiques tant sur les questions de majorité dans les décisions, que sur la constitution des commissions de règlements des traités, ou même, sur la présence ou l'absence de certaines nations dans une partie des traités.

Le but recherché étant avant tout pour chaque délégué non pas la paix... il y a beau temps que ces messieurs de Yalta, de Postdam et autres lieux l'ont sabotée en profitant chacun des avantages que les succès militaires du

moment leur avaient octroyés ; mais surtout en vue d'obtenir un accroissement de leur clientèle de petits états afin de bien délimiter quelles seront à l'avenir les forces en présence. Molotov demande la présence de l'Albanie qui lui est favorable... on se fâche d'abord, pour rire... puis on compromet dans le terme juridique du mot... et pour entendre l'Albanie... on invite le Mexique... le Brésil... et bien d'autres encore qui sont favorables aux Anglo-Saxons et dont on attend beaucoup de bien dans la question du Traité italien.

Quant aux délégations, c'est tout un poème... si les délégués les plus en vue proclament le slogan d'une paix « juste, équitable et durable » c'est à condition que l'on ampute le voisin de plusieurs kilomètres carrés de territoire. C'est dans cette atmosphère que l'ar-

mistice se prépare... Je dis bien l'armistice... l'autre a duré trente ans, du train où vont les choses, celui-ci sera sans doute réduit à une décennie, que diable, la sagesse populaire ne dit-elle pas : « Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud ».

Cinq ans de combats épiques, historiques, glorieux, succès d'une civilisation et d'une démocratie arrachées à leurs boursiers grâce aux nobles sacrifices de tous les héros combattants... tout cela laisse des empreintes... la misère aidant, il ne reste plus qu'à chercher le motif, plausible, de recommencer ; soyez assurés qu'on le trouvera, mais cela c'est la face...

Voyons le revers de la médaille, celui dont on vous entretient à la « quatre » des grands quotidiens d'information, avec les chiens égarés et la fête du centenaire de Villagesville ; le revers... nous ne l'analysons pas : les faits sont suffisamment explicites. En Irak et Iran après une visite de « Monty » le dispositif militaire a été mis à exécution ; d'après les dépêches locales ce dispositif militaire ne serait pas couteux que lorsqu'il y a « cas de danger de guerre ».

Quelque part sur les océans « Truman » a rencontré la haute gentry politique britannique, « cela ne vous rappelle pas l'entrevue du « Potomac » Roosevelt-Churchill à Londres » C'est une conférence navale anglo-américaine. Au Portugal : ce pays sollicite (admirable) une alliance de 99 ans avec les U.S.A. moyennant quoi il céderait les bases importantes des Açores dans l'Atlantique. Incident yougoslave dans la zone A de Trieste entre les hommes de Tito et ceux de Sa Majesté britannique ; la zone A c'est un peu le point de Dal-All... en Afrique, ce point stratégique si important qu'il déclencha la guerre italo-éthiopienne... les experts n'étaient pas d'accord sur la situation géographique à cent kilomètres près... cent kilomètres pour un massacre.

Nous noterons pour mémoire la question des Délégués que nous avons traitée en détail il y a un an, la présence d'une escadre américaine en Méditerranée pour assurer l'ordre à Trieste, l'ultimatum américain à la Yougoslavie, dans l'affaire italienne.

Nous pensons que cela suffira à nos camarades et lecteurs ; il y a bien encore une affaire espagnole, mais chut ! depuis deux mois, nous qui sommes très bien renseignés... nous vous avons dit qu'elle serait sans doute enterrée jusqu'en septembre. Aux dernières nouvelles, le moribond ne va pas trop mal, et son enterrement n'est envisagé que pour une époque indéterminée... D'après certains journaux suisses, des tractations entre Franco et les Soviets du point de vue économique seraient en cours... d'ici à ce que Franco sorte un discours « Maison, genre Hitler 1940 lors des années soviéto-allemandes, il n'y a pas loin, il est vrai qu'il n'a plus que vingt-quatre heures pour glorifier un bel anniversaire dans le genre de celui du 28 août 1939... ça ne vous rappelle rien... c'était déjà le revers de la médaille.

### A NANTES

## L'action directe des travailleurs est plus efficace que le Contrôle économique

Les travailleurs du rail, pour obtenir un meilleur ravitaillement, ont fait la démonstration de leur force en cessant le travail. En raison des conséquences de l'arrêt du trafic ferroviaire, les officiels ont dû sans tarder prendre en considération les revendications posées.

On apprend qu'à Bordeaux, les travailleurs du port ne seraient pas disposés à suivre les mots d'ordre de soumission des dirigeants syndicaux.

Dimanche à Cherbourg, les ministres ont été fraîchement reçus par la population à l'occasion de la venue du Colossus, mis au service de la Marine française pour une période déterminée. MM. Charles Tillon (communiste) et Michel (M.R.P.) ont été reçus comme il se devait par une population jugant avec raison qu'il y a mieux à faire, dans les régions ravastées par la guerre, que de lui offrir, à titre de récréation, un spectacle de guerre dont, en fait, elle n'a déjà que trop souffert. C'est à coups de défilés et sous des huées, que furent reçus les ministres (lesquels ne savaient plus quelle contenance faire devant un accueil aussi peu enthousiaste...). Ce genre de réaction n'est pas autre chose que la revanche de la raison trop souvent bâfoyée par le mensonge savamment camouflé.

Mais l'événement le plus marquant de ces jours-ci dans le sens d'une réaction populaire salutaire est, à n'en pas douter, celui qui s'est déroulé à Nantes le 21 août.

Ce jour-là, l'Union Locale des Syndicats avait convoqué les travailleurs pour manifester contre la vie chère. Après qu'une allocution fut prononcée, le cortège, composé d'une quinzaine de milliers de manifestants, devait se rendre à la Préfecture pour y présenter des doléances. Mais dès le départ, on entendit des bruits de glaces brisées, et les éclats de verre commencèrent à voler. Des manifestants — plusieurs centaines

— avaient pris d'assaut des restaurants de luxe et des boîtes de nuit. (Cas honorables établissements dans lesquels, moyennant quelques gros billets, on peut encore s'offrir de beaux repas sans s'arrêter aux vaines tracasseries du rationnement.)

En plus de ces lieux, fréquentés par les seigneurs de notre époque, une quantité respectable d'accueillantes chaumières, dites « maisons closes », pour la fermeture desquelles la loi n'a pas osé s'imposer tant elle est pénétrée de ce soufflé de liberté propre au vieil esprit républicain de la « douce France », ont été également mises à mal. On a pu savoir, par la « visite » imprévue qui leur fut faite, que certaines de ces maisons détenaient des stocks de beurre allant jusqu'à 200 kilos ! Du chocolat, de la viande, des crustacés par centaines de kilos. Les bouteilles de liqueurs et de champagne furent brisées. Et pour une fois, on pouvait dire, sans faire de jeux de mots que le champagne, sur la chaus-sée, « coulait à flot ».

Les restaurants surent donner à cette démonstration tout le caractère qu'elle devait avoir, car elle devait constituer une leçon pour tous les affamés, enrichis par le travail d'autrui.

Toutes les denrées saisies furent im-pitoyablement détruites. Ces Messieurs ne pourront donc pas diminuer la portée de cette manifestation en parlant de pillage.

La police locale intervint, mais pour la forme, car elle ne put empêcher les manifestants d'accomplir leur nettoyage.

La garde mobile d'Ancenis fut en toute hâte appelée en renfort. Dès son arrivée, elle commença par le encadrer établissements qui n'avaient pas encore été « visités ». Mais elle fut mal inspirée et dut bientôt céder la place. On vit même des policiers Nantais prendre parti contre elle.

(Suite page 34)



CONSEIL DE REVISION

Bien bon pour faire un mort, Et pas d'histoire.



# CE QUE DISENT LES AUTRES ... et ce que nous en pensons

## Anniversaire de la Libération

Toute la presse dit « de la résistance » commente abondamment l'anniversaire de ce qu'il est convenu d'appeler, dans le langage officiel, la LIBÉRATION.

« Combat », (le journal qui se plaît à redresser les torts, moralise tout le monde et ne prend pas la peine de se défendre) constate avec raison que dans l'esprit des plus fervents, la « Libération » était plus belle lorsqu'elle n'était encore qu'un espoir que depuis qu'elle est devenue une réalité décevante.

La scène a changé. Un personnage comme le général de Gaulle est devenu, dans les conversations, beaucoup plus l'homme du discours de Bayeux et de Bar-le-Duc que celui du 18 juin. La Résistance, il faut bien le dire, n'a pas su ou pas pu se prolonger au-delà de la clandestinité. Elle a donné quelques hommes politiques nouveaux, et contribué puissamment à développer le rôle des anciens démocrates chrétiens. Ni dans les faits, ni dans l'esprit, elle n'a conservé d'existence propre. Ce n'est plus qu'un titre de noblesse dont les politiciens aiment à se parer, comme autrefois les aristocrates mettaient leur point d'honneur à descendre des Croisés.

C'est Albert Olivier, qui s'exprime ainsi et constate, après nous que le règne de la psychologie engendrée par la résistance est passé. C'est bien là ce que le « Libéraire », dans son numéro du 9 août 1946, démontrait tout au long de l'article intitulé « Fin de la période résistante ».

Il est cependant des esprits chagrins qui ne peuvent assimiler des vérités aussi décevantes. Ils ont le très catholique « Aube », M. Maurice Schumann débute ainsi son article sur une date anniversaire qui, selon lui, n'aurait rien perdu de son éclat :

Vingt-cinq août ! Non, il n'est pas vrai que cette date soit fanée. Nous en gardons l'image plus vive, plus présente, plus proche que les contingences qui l'obscurcissent ou la contrarient. Car nous ne divisons pas, nous, ce qu'elle avait uni.

Après avoir cité quelques faits de la « France Combattante », il conclut :

Je ne parle point seulement, ni surtout, des états-majors qui, d'ailleurs, se confondaient souvent avec les avant-postes. Je pense aux volontaires — ils l'étaient, les uns et les autres — ceux qui portaient un uniforme et ceux qui en voulaient un. Chacun, dans le regard de tous, retrouvait sa raison de combattre. C'était beau, et rien d'étonnant à cela. Mais, surtout, c'était simple.

On reconnaît dans ce style du genre « flamboyant », la phraseologie de Maurice Schumann, de la radio de Londres, les « Porte-parole de la France libre » du temps de l'occupation. « Ceux qui portaient un uniforme ? » Le capitaine Schumann, pensons-nous, en

portait un alors qu'il était à Londres ; aussi incitait-il les autres à s'en revêtir, mais pas pour discourir devant le micro. C'est au combat qu'il conviait les « Français libres » à participer. Nous ne lui reprochons pas de ne pas avoir pratiqué personnellement le crime (nous n'avons aucun penchant pour ce genre de divertissement) mais nous pensons à nombre de ceux qui furent séduits par son verbiage et ont connu les pires déconvenues ou encore se sont donnés vainement en sacrifice. Nous ne sommes plus au temps de Déroulede, mais le fourvoyeur d'héroïsme tricolore ne manque pas de successeurs.

Dans le « Figaro », c'est M. Pierre Bourdan, autre soliveau de la radio de Londres, qui nous entretient de cette date historique.

Paris commémore à la fois sa délivrance et sa libération. Ce n'est plus un jeu de mots : Paris s'est libéré ; Paris a été délivré. On ne distinguait pas alors, car il y avait entre ceux qui avaient combattu pour venir jusqu'à lui et ceux qui avaient lutté pour le protéger. Le projet de Constitution le devait en effet : deux magistratures distinctes, la présidence de la République et la présidence du Conseil. Le Président de la République est

indépendant de l'Assemblée, puisqu'il n'est pas responsable devant elle, mais il n'est pas le détenteur du pouvoir exécutif. La réalité du pouvoir exécutif appartient au Président du Conseil, mais le Président du Conseil reste strictement dépendant de l'Assemblée.

Bien des subtilités pour pas grand chose. Quels que soient les pouvoirs du Président du Conseil, il n'est pas le détenteur du pouvoir exécutif. La réalité du pouvoir exécutif appartient au Président du Conseil, mais le Président du Conseil reste strictement dépendant de l'Assemblée.

Encore un qui nous parle de « susciter des héros ». Mais peut-on oublier que c'est en cultivant un héroïsme de ce genre que Mussolini put instituer ses fausses assises du fascisme ? Que c'est par le même procédé qu'en Allemagne Hitler parvint à pervertir des esprits qui, sans une propagande aussi pernicieuse, n'auraient jamais tombés dans les excès que l'on sait ? Et à-t-on oublié que le langage de Pétain ou de ses séides était le même... sauf qu'il tendait à en faire bénéficier une politique plutôt qu'une cause ? Le même langage s'exprime toujours de la même manière, même quand il est préché par des gens se réclamant du communisme. Et il est conduit toujours aux mêmes résultats.

Les dessous diplomatiques qui ont précédé l'emploi de la bombe atomique sur le Japon

Tokio, de notre correspondant particulier (retardé dans la transmission). Le 6 août 1945, une bombe atomique fut lâchée sur Hiroshima. Ses effets destructeurs furent immenses. Néanmoins les militaires japonais — toujours en retard sur les découvertes récentes et incapables de novation comme tous les généraux du monde — ne voulaient croire à sa nature atomique que par les déclarations de Truman !

VERITABLE BUT DE LA BOMBE

L'« intelligentsia » nipponne recherchait l'ouverture de négociations en vue de la cessation des hostilités, depuis la chute du ministère Tojo (juin 1944). Si la situation militaire était encore solide — malgré quelques revers dont l'envahissement de Saïpan était le dernier en date — il n'en était pas de même du potentiel économique dont le rôle, plus que les victoires et les défaites, est primordial dans les guerres actuelles. Les pertes maritimes énormes sont à l'origine de la baisse de la production. Le Japon possédait une flotte de 6 millions de tonnes de navires marchands, 88 0/0 ont été coulés, dont 55 0/0 du total par les sous-marins. Le manque de tonnage avait réduit désastreusement l'importation des matières premières de base — les îles nipponnes étant pauvres en matières premières — et cette importation réduite à l'extrême ne suffisait plus à la production industrielle. Le blocus empêchait donc l'exploitation des ressources extérieures que l'armée avait conquises et privait notamment le Japon du pétrole indispensable, ce qui eut pour effet d'immobiliser la flotte et une partie de l'aviation.

Malgré cela une invasion de l'archipel nippon était très problématique et, en tout cas, lointaine. Les experts américains ont toujours été inquiets par cette éventualité. Ils n'ignoraient pas, en effet, que les armées japonaises primitives étaient intactes — 2 millions et demi de soldats — et n'avaient jamais été battues. Mais l'arrêt presque total de l'économie japonaise et le fait que l'abolition de la conviction que sa ressource était mathématiquement impossible dans l'avenir, faisait pour « l'« intelligentsia » une impérieuse nécessité d'ouvrir des pourparlers avant qu'il ne fut trop tard.

Deux craintes, légitimes, lui faisaient maintenir dans le secret le plus rigoureux son désir de terminer la guerre : peur d'un coup d'état militaire d'une part, et d'autre part, peur d'un soulèvement communiste populaire créé par le choc en retour d'un chauvinisme déçu et humilié.

## Le pouvoir exécutif dans la constitution

Dans le « Populaire », M. Léon Blum, avocat du projet constitutionnel en discussion au Palais-Bourbon, examine le problème de la séparation des pouvoirs. Il serait difficile, en tant que juriste bourgeois, de défendre une constitution bourgeoise avec plus de subtilité. Il démontre tout d'abord qu'on ne saurait en France, exiger que le pouvoir exécutif se présente comme aux Etats-Unis, (les U.S.A. procédant à l'élection directe de l'exécutif comme du politique). Et il précise :

Dans le projet de Constitution, le pouvoir n'est pas délégué au peuple souverain par voie d'élection directe. Le principe démocratique s'oppose donc à ce qu'il partage la souveraineté avec l'Assemblée élue, à ce qu'il détienne pour son propre compte une fraction de souveraineté qu'il puisse exercer indépendamment de l'Assemblée. Si, dans le projet de Constitution, le pouvoir exécutif possédait l'usage indépendant d'une fraction de souveraineté, le principe démocratique serait violé. En est-il ainsi ? Il me paraît impossible de le prétendre. Le projet de Constitution le devait en effet : deux magistratures distinctes, la présidence de la République et la présidence du Conseil. Le Président de la République est

indépendant de l'Assemblée, puisqu'il n'est pas responsable devant elle, mais il n'est pas le détenteur du pouvoir exécutif. La réalité du pouvoir exécutif appartient au Président du Conseil, mais le Président du Conseil reste strictement dépendant de l'Assemblée.

Bien des subtilités pour pas grand chose. Quels que soient les pouvoirs du Président du Conseil, il n'est pas le détenteur du pouvoir exécutif. La réalité du pouvoir exécutif appartient au Président du Conseil, mais le Président du Conseil reste strictement dépendant de l'Assemblée.

Encore un qui nous parle de « susciter des héros ». Mais peut-on oublier que c'est en cultivant un héroïsme de ce genre que Mussolini put instituer ses fausses assises du fascisme ? Que c'est par le même procédé qu'en Allemagne Hitler parvint à pervertir des esprits qui, sans une propagande aussi pernicieuse, n'auraient jamais tombés dans les excès que l'on sait ? Et à-t-on oublié que le langage de Pétain ou de ses séides était le même... sauf qu'il tendait à en faire bénéficier une politique plutôt qu'une cause ? Le même langage s'exprime toujours de la même manière, même quand il est préché par des gens se réclamant du communisme. Et il est conduit toujours aux mêmes résultats.

Les dessous diplomatiques qui ont précédé l'emploi de la bombe atomique sur le Japon

Tokio, de notre correspondant particulier (retardé dans la transmission). Le 6 août 1945, une bombe atomique fut lâchée sur Hiroshima. Ses effets destructeurs furent immenses. Néanmoins les militaires japonais — toujours en retard sur les découvertes récentes et incapables de novation comme tous les généraux du monde — ne voulaient croire à sa nature atomique que par les déclarations de Truman !

VERITABLE BUT DE LA BOMBE

L'« intelligentsia » nipponne recherchait l'ouverture de négociations en vue de la cessation des hostilités, depuis la chute du ministère Tojo (juin 1944). Si la situation militaire était encore solide — malgré quelques revers dont l'envahissement de Saïpan était le dernier en date — il n'en était pas de même du potentiel économique dont le rôle, plus que les victoires et les défaites, est primordial dans les guerres actuelles. Les pertes maritimes énormes sont à l'origine de la baisse de la production. Le Japon possédait une flotte de 6 millions de tonnes de navires marchands, 88 0/0 ont été coulés, dont 55 0/0 du total par les sous-marins. Le manque de tonnage avait réduit désastreusement l'importation des matières premières de base — les îles nipponnes étant pauvres en matières premières — et cette importation réduite à l'extrême ne suffisait plus à la production industrielle. Le blocus empêchait donc l'exploitation des ressources extérieures que l'armée avait conquises et privait notamment le Japon du pétrole indispensable, ce qui eut pour effet d'immobiliser la flotte et une partie de l'aviation.

Malgré cela une invasion de l'archipel nippon était très problématique et, en tout cas, lointaine. Les experts américains ont toujours été inquiets par cette éventualité. Ils n'ignoraient pas, en effet, que les armées japonaises primitives étaient intactes — 2 millions et demi de soldats — et n'avaient jamais été battues. Mais l'arrêt presque total de l'économie japonaise et le fait que l'abolition de la conviction que sa ressource était mathématiquement impossible dans l'avenir, faisait pour « l'« intelligentsia » une impérieuse nécessité d'ouvrir des pourparlers avant qu'il ne fut trop tard.

Deux craintes, légitimes, lui faisaient maintenir dans le secret le plus rigoureux son désir de terminer la guerre : peur d'un coup d'état militaire d'une part, et d'autre part, peur d'un soulèvement communiste populaire créé par le choc en retour d'un chauvinisme déçu et humilié.

longer indéfiniment. Que les exploités se le tiennent pour dit. Ils sont bafoués cette fois encore ; et leur seule planche de salut réside dans une transformation que seule la Révolution sociale peut leur donner.

La conclusion de M. Blum est claire : Ainsi, pas de partage de la souveraineté. Pas de pouvoir à la fois n'est pas la responsabilité. Pleine responsabilité devant le Souverain là où est la délégation de pouvoir. Le principe démocratique est sau.

Ainsi, le principe démocratique est sau. En d'autres termes : le régime capitaliste est sauvé une fois de plus. M. Blum le sait ; et il en est heureux. Cet éloquent tribun n'est qu'un endormeur comme les autres.

Dans l'« Epoque », M. Claude Saint-Jean traite le même sujet mais sous un jour différent. Ce digne continuateur de la plus pure tradition fasciste constate avec amertume la faillite de nombreux organismes d'Etat dans l'accomplissement des tâches qui leur étaient confiées. Il prend comme exemple l'administration du contrôle des prix. Et il en vient naturellement au corporatisme (sans le nommer) au moyen duquel grâce à de puissants « corps constitués », l'Etat pourrait être richement secondé.

S'agissant des « corps » professionnels, ils ne sont pas concevables sans un syndicalisme à la fois fort et discipliné. Nous songeons ici, bien entendu, tout ensemble au syndicalisme patronal et au syndicalisme ouvrier. Nous ne pensons pas que, pour diverses raisons, dont plusieurs sont d'ailleurs indépendantes de sa volonté, le syndicalisme patronal ait uniformément atteint la consistance et l'organisation nécessaires pour assumer certaines charges. Quant au syndicalisme ouvrier, des incidents récents ont montré qu'il n'est pas encore parvenu à l'état de justice qu'à aucun moment nous n'en avons fait état dans un esprit hostile à l'intuition syndicale, qui est, non seulement un fait, mais, selon nous, une nécessité. Il reste qu'un syndicalisme à la dévotion d'un parti politique n'est pas celui sur lequel peut s'appuyer une organisation nouvelle de l'Etat, qui doit être essentiellement indépendante des partis. Et si l'Etat désigne une fraction de ses pouvoirs à une organisation « colonisée », il y a peu de espoir que l'intérêt général y trouve son compte.

Voilà, certes, pour nous, une curieuse conception du syndicalisme ouvrier. Mais le plus inquiétant est qu'elle soit à peu près celle des actuels dirigeants communistes de la C.G.T. Le parti socialiste lui-même n'ose plus la combattre avec l'énergie nécessaire bien qu'il s'aille pas encore jusqu'à la soutenir (ce qui ne saurait tarder).

L'Epoque appréhende seulement que l'application de la méthode qu'elle préconise ait bien au moment même où la C.G.T. est « colonisée » par le parti communiste ? Qu'a-t-elle à craindre puisque ce parti est aussi conservateur et réactionnaire qu'elle ?

Quant au syndicalisme, il n'a pas à renforcer l'Etat. Il doit au contraire l'affaiblir dans la mesure où il le peut. L'Etat, auxiliaire du patronat, est un ennemi du prolétariat ; et celui-ci doit poursuivre sa tâche, qui est d'améliorer le sort des salariés et de préparer une humanité meilleure. Cela, il ne peut l'obtenir qu'en luttant « contre tous les exploiters qu'ils se nomment patrons ou Etat ».

La prime du flic et les étrennes du directeur

Suite de la 1<sup>re</sup> page

C'est ce moment qu'on choisira pour reprendre l'image si évocatrice de réceptions mondaines et joyeuses du « Monde » — « ouvrir l'éventail »... Les gros traitements seront notablement... améliorés (sic). « Cet ajustement — précise le « Monde » — doit prendre effet le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Ce sera le contribuable, c'est l'impôt céleulaire des ouvriers et employés, qui mettra ces étrennes miraculeuses et précieuses pour ceux qui ne gagnent annuellement... qu'un peu plus du demi-million... Petits fonctionnaires, ouvriers, employés, vous tous salariés, enfin, dont la paie si grosse en billets, si maigre en pouvoir d'achat, pose chaque jour un problème insoluble, accepterez-vous ces inégalités flagrantes et immorales ?

Contribuables de toute nature, de toutes conditions sociales, quand ferez-vous donc cette grève générale de l'impôt qui paralysera ce gargantua ? L'Etat ? Mais, les uns et les autres, ne croyez pas que votre refus d'élever davantage les traitements des « féodaux de la chose publique » suffira à anéantir les maux dont nous souffrons.

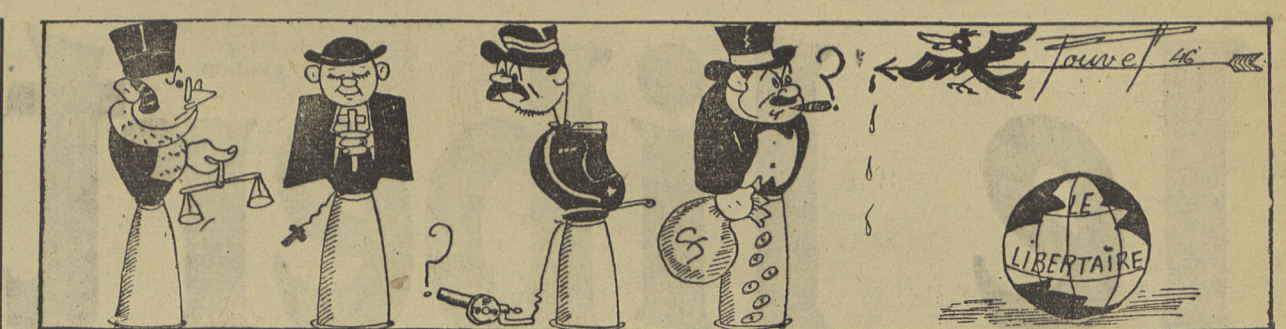
L'abcs n'est pas là, mais dans l'acceptation de la formule maintenant périmée par le progrès technique mise à mal par le progrès social : le salariat, survivance moderne de l'esclavage... Il est grand temps, camarades, d'engager le combat contre lui.

LES ANARCHISTES ET L'ACTIVITE SYNDICALE

Copieuse brochure définissant avec clarté les conceptions syndicalistes des anarchistes et développant leurs vues sur le rôle que doit jouer le syndicalisme.

Prix : 15 francs. Envoi sur demande avec trois francs en sus.

Pour cette brochure s'adresser à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. 589-76, PARIS.



## Les beautés de la presse contemporaine

C'est une constatation. La France possède aujourd'hui un nombre d'hebdomadaires et de quotidiens dont elle peut être fière à juste titre.

Outre que cela compense dans la plus large mesure les nombreuses déficiences alimentaires dont tout un chacun peut pâtir en honnête citoyen, cela possède l'incontestable avantage d'élever jusqu'à des cimes inaccessibles notre prestige aux yeux de l'étranger.

Qui osera prétendre que la France n'est pas la terre d'élection de l'intelligence et de la pensée, lorsqu'il est loisible à cette intelligence et à cette pensée, de se répandre en long, en large, en travers, en denture des kiosques, et en étalage de toute bonne librairie catholique. Qui osera le prétendre...

Certes pas nous. Or, ces jours-ci, un individu enrichi dans le commerce des fromages du côté de la Bastille, nous faisait remarquer avec indulgence que la littérature ne nourrit pas son homme.

Ce raisonnement anodin en apparence, nous plongea tout d'un coup dans de réflexions. C'est ainsi que nous fumes amenés à nous demander par quel sortilège certains journaux de faible tirage pouvaient paraître et persévérer avec les seuls revenus de la vente.

Chose paradoxale mais réelle, nous disposions ce jour-là d'une somme suffisante pour nous documenter utilement.

Nous fimes donc l'appoint d'une feuille au titre en général inconnu. L'avant ouverte largement, nous ne tardâmes pas à être frappés par des placards d'envergure, vantant la qualité de la pile « machin », de la pâte den-

titrice « Chose », et des meubles « Un tel ».

Dès lors notre conviction était faite. Ce journal vivait de la publicité.

Quelques instants plus tard, guidé par un hasard peu vraisemblable, mais heureux, nous découvrîmes, abandonné sur un banc, un autre journal.

A l'inverse du premier, celui-ci ne contenait aucune manchette publicitaire. Ayant réprimé notre étonnement et mis notre perspicacité en éveil, nous ne fumes pas long à nous rendre compte que la prose nourricière de ce nouvel étalon, vantait à longueur de colonne les charmes du parti X, l'intelligence politique du leader Y, et la sincérité du porte-parole Z.

De réflexes généralement prompts, nous eûmes très vite la conviction que ce journal vivait de la politique.

Nos constatations allaient donc de mal en pis. Et nous nous étonnâmes avec une candeur naïve de ces plates compromissions où la littérature et le mercantilisme avaient trouvé un terrain d'entente.

D'un côté, il fallait se mettre à genoux devant une agence publicitaire, de l'autre, se mettre à plat ventre devant un groupement politique.

Une vérité

Ignazio Silone, le célèbre auteur de « Pain et vin », qui, il y a quelque temps, aurait démissionné du parti socialiste italien qu'il jugeait trop autoritaire, déplore que l'Allemagne soit absente de la vie internationale.

Les relations entre les masses prolétaires, déclare-t-il, sont indépendantes de toute action diplomatique.

Nous ajouterons, nous, ce qui revient peut-être au même, qu'elles doivent être indépendantes de toute idée de frontières.

Par ici la bonne soupe

Les soldats de la glorieuse armée rouge font des escapades.

D'après un officier supérieur du service secret américain, des centaines de militaires russes, officiers compris, feraient quotidiennement le mur pour passer en zone américaine. Les officiers sont invités à déjeuner plus priés de retourner dans leur zone.

Mais... qu'est-ce qui ne va pas en U.R.S.S. ?

En France, il se passe autre chose. De nombreux travailleurs, comprenant qu'ils ont été trompés, quittent le parti stalinien pour venir vers les anarchistes.

A Brest, l'« unité » est complète

A l'occasion de la réception, à Brest, des notabilités écossaises, une véritable cavalcade fut organisée avec costumes bretons et toutes les singeries de rigueur en pareille circonstance.

Dans le cortège, on a pu remarquer, aux côtés des dignitaires de l'Eglise, le secrétaire de l'Union des syndicats (C.G.T.) et celui de l'Union locale ainsi que celui du syndicat des cheminots. Tout ce beau monde, après une aussi nécessaire démonstration de solidarité, est allé banqueter à la santé des sinistres qui paieront, sous forme de contributions directes ou indirectes, les joyeux agapes de gens qui ont encore prétendu prendre leur défense.

Et qui dira, après une telle manifestation d'« unité nationale », que la « main tendue » du parti communiste est une vaine invite à l'union ?...

LES LIBERTAIRES ET LE PROBLEME SOCIAL

Pour connaître les conceptions économiques et sociales des anarchistes, demandez cette copieuse plaquette qui résume avec clarté ce que pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 20 francs. Envoi sur demande avec 3 francs en sus.

S'adresser à : Louis-Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. 589-76, PARIS.

Le mot nous frappa comme la foudre. Et nous en fumes à ce point illuminés, que par un mouvement de réflexion de nos circulations cérébrales, nous nous demandâmes avec angoisse, quelles pouvaient être les « déductions » d'autrui.

Grâce à une coïncidence providentielle, un quidam convenablement vêtu stationnait quelques pas plus loin. Ses yeux parcouraient avidement un exemplaire de la « France Eternelle » dernière édition, le grand quotidien du soir. Son visage exprimait la plus grande perplexité.

C'était notre homme.

Flairant chez lui des réactions sensiblement parallèles à celles qui nous avaient assailli quelques instants plus tôt, nous l'abordâmes poliment.

Le quidam avait des usages ; ce qui nécessita pour nous l'emploi de quelques civilités de bon ton.

Ayant abondamment pourvu à ces obligations, nous lui demandâmes à brûle-pourpoint ce qui pouvait motiver l'intérêt apparent d'une lecture aussi décevante.

L'homme nous regarda, prit un air désabusé, et laissa enfin tomber ces paroles :

Ce qui m'intéresse, Monsieur, dans ce journal ?... le programme des spectacles.

La police avec nous

Nous reproduisons ci-dessous et textuellement un écho du « Bossu » tiré de l'Humu du 24 août :

« Le « Comité de grève », nous apprend également le « Populaire » a reçu l'affirmation de la solidarité de la Fédération de la Pharmacie et du syndicat des Inspecteurs de la Santé nationale.

Après le succès du Conseil national extraordinaire, le « Comité de grève » est assez malade pour avoir besoin de leurs services.

Mais les inspecteurs syndiqués de la Santé ?

Le Bossu en doute ! Parce que eux, dans leur majorité, ils ont été résistants.

Ils n'ont pas proclamé : « Plutôt la servitude que la guerre ».

Comme certains dirigeants avoués et occultes du « Comité de grève ».

Les commentaires, comme on peut en juger sont inutiles. D'ailleurs le Bossu doit savoir à quoi s'en tenir, lui, n'appartient certes pas au syndicat des pharmaciens... mais ne précisons rien !

Prime au fascisme

Contre certains avantages de change, le Portugal mettrait à la disposition de Franco le crédit en livres sterling dont il dispose auprès de certaines banques anglaises. Les négociations sont en cours.

En marge également de la trésorerie américaine, certaines banques privées des U.S.A. seraient disposées, contre une garantie sérieuse, à accorder un important crédit au gouvernement espagnol. Nous comprenons de plus en plus ce que signifiait en 1936, une certaine intervention anglo-saxonne. Pour les charognards de la haute finance, comme pour Vespasien, l'argent n'a pas d'odeur.

LES LIBERTAIRES ET LE PROBLEME SOCIAL

Pour connaître les conceptions économiques et sociales des anarchistes, demandez cette copieuse plaquette qui résume avec clarté ce que pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 20 francs. Envoi sur demande avec 3 francs en sus.

S'adresser à : Louis-Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. 589-76, PARIS.



## PROBLEMES

## ESSENTIELS

# Le Trotskysme est bien le frère du Stalinisme

Dans un article ayant pour titre : « Les anarchistes face au trotskysme », (Libertaire du 2 août 1946) nous examinons en toute objectivité, ce qui nous sépare idéologiquement et irréremédiablement du trotskysme, ceci en restant sur le plan strictement doctrinal. Nous n'atteignons personne et faisons néanmoins remarquer que nous ne comprenons pas l'hostilité du parti stalinien envers son jeune frère le parti trotskyste. En effet, disons-nous, fondamentalement, pas de différence quant aux moyens à employer. Quant à la finalité de l'un, elle ne saurait être séparée de celle de l'autre. Ne pouvions pas voir dans la guerre que se font ces deux partis une concurrence immédiate dans la course à l'élection ? Et nous ajoutons que le parti trotskyste d'aujourd'hui n'était que le parti stalinien de demain.

Les faits n'ont pas tardé à confirmer la justesse de cette conclusion.

Le parti, reprenant notre article par la voix de son journal, nous accuse de nous joindre à la bourgeoisie pour l'insulser, premier mensonge. Déjà, par un tel cynisme on reconnaît une attitude digne du parti de Thorez. Mais il y a mieux.

Les doctrinaires de l'Etat-Dieu rappellent qu'il y eut des « ministres anarchistes » en Espagne (1936-1939) et qu'en pareil cas nous sommes mal placés pour critiquer ceux qui croient dans les vertus du stalinisme. Et d'ajouter qu'alors qu'il y a eu des « ministres anarchistes » il n'y a pas eu de ministres trotskystes mais que, nous, au « Libertaire », faisons le silence sur une situation qui nous gênerait (1).

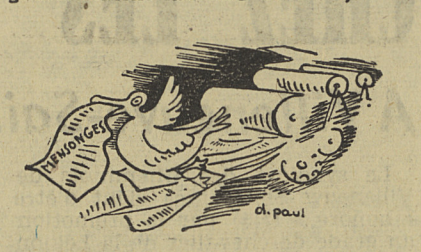
Effectivement, les responsables de la C.N.T. et de la Fédération Anarchiste Ibérique se sont trouvés, au cours de la révolution espagnole de 1936, dans une situation QUILS ONT COMMIS L'ERREUR de croire insoluble sans participer POUR UN TEMPS à la gestion de l'Etat. Ils ont commis l'erreur de croire que pour un temps il leur serait nécessaire de pactiser avec les



partis politiques pour être ravitaillés en vivres et en munitions afin que la révolution puisse continuer et consolider son œuvre. Mais les politiciens — c'était leur rôle — ont au contraire utilisé cette participation pour diminuer l'élan révolutionnaire des masses et n'ont pas laissé aux organisations impulsées par la F.A.I. et la C.N.T. les possibilités matérielles de pousser assez loin leurs réalisations communistes libertaires.

Cet événement, pour aussi pénible qu'il soit, présente l'avantage de démontrer que l'action politique (étatique par prolongement) ne mène qu'aux catastrophes et n'aboutit qu'à étouffer les aspirations populaires.

Notre position se trouve encore renforcée par le fait que ceux des nôtres ayant été ministres en Espagne (dont Frédéric Monseñy) proclament eux-mêmes — et publiquement — QU'ILS ONT COMMIS UNE ERREUR qu'il ne faudra pas recommencer. Le Mouvement Libertaire Espagnol en France a pris la même position. C'est là un courage que n'ont pas les trotskystes au sujet des massacres d'anarchistes en Ukraine par Trotsky. Et s'il se trouve un ambitieux qui, se réclamant de l'anarchisme espagnol, figure dans le gouvernement fantôme de Giral, il ne



peut s'agir que d'un imposteur ne représentant que lui.

L'organe trotskyste ment effrontément lorsqu'il affirme que nous faisons des politesses à ce sinistre personnage, dont nous n'avons que faire (et dont il nous rappelle l'existence — qui ne hante nullement nos nuits...). C'est précisément en tant qu'anar-

chistes que nous maintenons que l'expérience gouvernementale espagnole fut une erreur. Et si des personnalités comme Frédéric Monseñy ont pu REVIVRE une telle expérience sans être ébranlées dans leurs convictions, sans être gagnées par la politique, sans être passées au camp des politiciens, c'est donc qu'elles étaient sincères ; car du côté des anarchistes, il n'y a aucune avantage individuel à escompter si ce n'est la prison. L'exil ou la peine capitale (alors que du côté de la politique il y a tant à gagner).

Nous affirmons même qu'il n'y a que l'anarchisme qui puisse forger des personnalités suffisamment trempées pour leur permettre d'être redoutables expériences sans qu'elles y laissent leur combativité et leur idéalisme.

Et, n'en déplaise à l'organe trotskyste, pour lequel, aussi flatter que soit son titre, la « vérité » compte peu de chose, si des anarchistes ont accepté (croyant bien faire) d'entrer en Espagne dans un gouvernement, c'est que tous les secteurs politiques « républicains » les y suppliaient, se rendant compte que la C.N.T. et la F.A.I. étaient les seules forces actives sur lesquelles pouvait s'appuyer une résistance à Franco. Mais s'il n'y a pas eu de « ministre trotskyste », enregistrements en tout cas que les trotskystes revendiquent des ministres — ce qui est très « dans la ligne » — et que dans le cas qui nous occupe, la force qu'il représentait était tellement insignifiante qu'elle n'entraînait pas en ligne de compte.

Nous ne reviendrons plus sur ce sujet et considérons cette « échange de flèches » comme terminée ; d'autant plus qu'après les saletés et les mensonges contenus dans l'entrefilet venant d'une « Vérité », sortie de son puits pour entrer dans une poubelle, nous la mettons désormais sur le même pied que la très stalinienne et jésuitique « Humanité ».

Note de la rédaction. — La semaine prochaine, à cette même place, nous développerons la coopérative de consommation dans la commune libre.

## DEVISES RECONSTRUCTION ET RÉVOLUTION

Lorsqu'on entre dans le domaine des réformes et des concessions, nul ne peut savoir jusqu'où cela peut conduire. L'exemple de la recherche des devises à tout prix est caractéristique à cet égard. Exportation de certains produits alimentaires et recherche du confort pour capitalistes étrangers, touristes « rentables », sont monnaie courante.

Les communistes, qui détiennent les leviers de commande de l'aviation, n'y vont pas par quatre chemins pour attirer le gros financier ou industriel étranger aux lieux de plaisir situés en France. Aménagements prioritaires des grands hôtels, réparations et constructions des casinos, tout cela passe avant la reconstruction des foyers d'habitations modestes. Les services des basses aériennes, afin que les capitalistes des pays du Nord puissent venir en avion — personnel ou commercial — sur la Riviera, envisagent l'agrandissement de l'aérodrome municipal de Cannes. Cet accroissement doit se faire au détriment de la route d'Antibes qui sera déplacée ou même barrée à cet endroit.

L'aérodrome de La Baule, à Escoffier, sera agrandi, de grands travaux nécessitant des investissements très importants, sont prévus. Travaux de terrassement, considérables pour améliorer l'aérodrome de Biarritz-Bayonne. Cet hiver, une piste bétonnée sera construite à l'aérodrome de Deauville, où des frâls très importants ont déjà été entrepris. Nos excellents dirigeants communistes du Ministère de l'Air sont aux anges. Pensez donc : plus de cinquante avions britanniques ont amené sur la côte normande près de 150 touristes anglais — des prolétaires ? — pour le week-end du 14 juillet. La ligne aérienne régulière Deauville-Londres, a été obligée de multiplier ses services spéciaux, et Air-France a créé ce mois-ci 3 nouveaux services aériens quotidiens Londres-Deauville. Il semble que le prolétariat anglais puisse romancier nos charismes révolutionnaires communistes, pour la peine que ces derniers se donnent pour lui offrir des moyens de locomotion rapides et des casinos luxueux où il puisse dépenser ses congés payés.

De concessions en compromissions, on en arrive à envisager la question touristique sous l'angle d'un confort de plus en plus autorisé, pour les grands de ce monde, dont on s'était promis d'abattre les privilèges.

Que les sinistres, qui attendent que le camarade Billoux s'intéresse à leur sort, ne désespèrent pas : la reconstruction est en bonne voie à La Baule, Cannes, Deauville et autres lieux de rendez-vous et de plaisir de la « féodalité financière ».

Le monde délire dans un bain de larmes et de sang. La société actuelle se noie dans une médiocrité sans nom, ruinée par ses exploiteurs multiples, enorgueillis par leurs richesses, les moralistes assomés, des charlatans respectés et des imbéciles de toutes catégories, hautement considérés. Si tous ces individus, véritables champions de brigandage légal, aboyaient entre eux dans leurs cercles et leurs réunions, ils ne pourraient que nous laisser indifférents.

Leur hypocrisie sordide n'envahirait pas les rues de la cité. Le ciel continuerait d'appartenir à tous les hommes, même à ceux qui ne croient pas à son contenu divin.

L'homme de la rue se sentirait chez lui sur la voie publique ne risquant plus de se faire arrêter tous les dix mètres par un policier prodigieusement stupide.

Malheureusement, il existe plusieurs races d'êtres humains dans les grands centres peuplés du monde. Le capitalisme, le déshonneur, les misères et les résidus d'une bourgeoisie qui se porte encore bien entendent se partager utilement et agréablement cette fortune humaine que représentent les peuples, les pauvres peuples composés par des masses chères lesquels on entend si difficilement la soumission, l'humilité et l'ignorance.

Ainsi va le monde « laborieux » ! Il baisse la tête sous le joug implacable que lui ont fixé ses maîtres. Et surtout, il cesse de penser. Les lettres et les arts sont placés au delà de sa portée. Quel danger s'il s'enrichissait l'esprit !

Et puis, exactement comme pour les animaux, à quelques détails près, à une date convenue entre les capitales, préparée et carillonnée, on rassemble les « bêtes humaines » en troupeaux et on les mène aux abattoirs sur un air de musique barbare et dans la fièvre horrible d'un délire patriotique qui déshonore à jamais l'espèce humaine.

Telle est la vision épouvantable de l'exploitation des « damnés de la terre » !

Peut-être nous objectera-t-on que

## LA POLITIQUE : virus de l'obéissance

Le grand poète La Fontaine, que notre époque ne prend plus la peine de lire, trop occupée qu'elle est à la conception, la réalisation et la réparation des plus infâmes canulars, a raconté dans une fable charmante, l'histoire du meunier, de son fils et de l'âne.

Si le génie (!) de l'œuvre d'Aragon ne vous a pas subjugué au point de méconnaître les tentatives de ceux qui, avant le vœux du conjoint d'Élia Triolet ont fait l'impossible pour traduire dans des vers vus pensés et leurs sentiments ; vous vous souvenez de cette fable.

Elle conte l'histoire d'un meunier et de son fils qui, allés vendre un âne à la foire, ne pouvant arriver à obtenir l'unanimité des suffrages sur la façon dont ils se comportent envers la boucherie.

Quoi qu'ils fassent en effet ; qu'ils la portent sur leurs épaules, qu'ils la laissent trotter seule, qu'ils la montent ensemble, ou l'un après l'autre, alternativement, il se trouve toujours quelqu'un pour leur décocher des critiques.

Enfinement, excédé, le meunier : [Parodie dit le meunier, est bien fou du

Qui prétend contenter tout le monde et

Cette vérité première, exprimée par le meunier de La Fontaine, n'a point perdu de son éclat ; aujourd'hui comme toujours, et malgré l'ampleur et la puissance des événements survenus depuis, il est aussi difficile qu'au 17<sup>e</sup> siècle de contenter tout le monde.

Et nous parlons en connaissance de cause puisque notre rôle consiste à dénoncer (ce que verbe fait policier, substitutions lui en un autre qui sont moins la préférence) puisque notre rôle consiste donc à mettre en lumière chaque

semaine les attentats commis contre la vérité par les journaux que l'on a pris la mauvaise habitude de qualifier de « résistants ».

Rôle ingrat et périlleux entre tous. Parmi toutes les campagnes que nous avons menées contre les dits journaux, celles contre « l'Humanité » et son satellite « Franc-Tireur » nous ont attiré le plus grand nombre de reproches.

En effet, trouvant indécemment manquant de modération dans nos propos à l'égard des canards qui écrivent « collaborateur » avec un k, certains, modérés, nous ont prié de mettre la sourdine ; d'autres, plus violents, nous ont intimé l'ordre de cesser nos « calomnies » au prétexte des « porte-paroles prolétaires » attachés aux « intérêts des opprimés ».

Or, n'ayant d'ordres à recevoir de qui que ce soit, nous nous sommes dit : « Il est à peine nécessaire de mentionner que nous passerons outre ».

D'abord, nous nous trouvons dans le regret de rappeler qu'en l'occurrence, le terme « calomnie » n'est pas celui qu'il convient d'employer... Calomnier signifie : contrefaire les faits que l'on rapporte, or, les faits que nous avons rapportés sur les feuilles qui se laissent contrefaire par Staline sont l'image même de la vérité donc, si nous avons mérité un épithète, c'est celui de « médisant » et non de calomniateur.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, les valets de la politique sont des fascistes camouflés, aussi terribles, sinon plus, que les fascistes tout court.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat contre eux, c'est parce que nous détestons sous l'enveloppe communiste une terrible tendance au despotisme.

Proletaires de France, les valets de la politique vous trompent ; ils se servent de votre foi pour mieux vous avoir en main, comme le fit Hitler, comme le fit Mussolini.

Proletaires de France, tous ces valets ne visent qu'un seul but : devenir vos maîtres.

Proletaires de France, après avoir accordé un moment d'attention à l'étude de votre vie intérieure, demandez-vous un peu si vous ne valez pas mieux que ces êtres auxquels vous confiez le pouvoir de vous donner des ordres.

Que vous importe en définitive que vos maîtres soient bourgeois ou socialistes prolétaires... Ce sont des maîtres... Avec-vous donc besoin de maîtres pour vous dicter votre ligne de conduite ?

Quant à nous, libertaires, nous qui savons à quoi nous en tenir sur les intentions de ces nouveaux despotismes, nous continuerons obstinément la bataille contre leurs plumes (car qui le ferait à notre place, puisque toutes les publications, par sympathie ou par intérêt, dépendent d'une politique) et nous ne déposséderons les armes que le jour où nous aurons vaincu.

Ensuite, nous estimons qu'appeler les journaux qui conseillent au prolétariat la soumission au patronat et à l'Etat, « porte-paroles prolétaires », c'est faire la pire injure au peuple qui est loin d'attendre dans la sottise l'élévation des scribeboudiers qui tendent à son asservissement. Non, les paroles que l'on trouve dans les colonnes des dits journaux ne sont pas le reflet des aspirations populaires, mais leur grossière contrefaçon et c'est pour cette raison que nous menons le combat



